

















Communiqué de presse

Paris, le 2 février 2023

Après les mobilisations énormes du 19 et du 31, les retraité·es toujours déterminé.es contre cette réforme des retraites injuste et injustifiée.

Les personnes retraitées étaient largement mobilisées les 19 et 31 janvier. Le gouvernement martèle que, sur l'essentiel, rien n'est négociable. C'est donc par la force qu'il veut imposer à la population de travailler plus longtemps pour des pensions de retraite réduites. Il espère que la lassitude va gagner, ayant maintenant déjà perdu la « bataille de la pédagogie ». Il joue aussi sur la menace et la peur. Ainsi, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion (sic), Olivier Dussopt, vient d'annoncer « Si nous retirions cette réforme, le système serait déficitaire, il s'écroulerait, et le niveau moyen de pension des retraités baisserait de 20 %... ». M. Dussopt oublie d'envisager ce qui pourrait arriver au gouvernement s'il baissait les pensions de 20 %. Il oublie aussi que les tentatives de rompre les solidarités sont vouées à l'échec. Les personnes retraitées, au cours de leurs luttes passées, ont toujours su déjouer ces manœuvres.

Nous sommes à un moment décisif où d'autres choix peuvent être pris pour aller vers le progrès social.

Nos neuf organisations de retraitées et de retraités appellent toutes et tous à répondre au mot d'ordre de l'intersyndicale nationale et à manifester dans la rue, partout dans le pays, le mardi 7 et le samedi 11 février 2023.

Nos neuf organisations les appellent à renforcer les participations aux manifestations en y invitant leurs amis et amies, leurs voisins et voisines, leurs cousines et cousins, etc.

Pour celles qui peuvent difficilement se déplacer, il y a d'autres moyens de faire savoir son mécontentement (signer la pétition nationale, écrire à son député et / ou sénateur, etc.). Dans les départements, toutes les initiatives peuvent être prises pour confirmer et rendre visible l'opposition des personnes retraitées à cette réforme et leur exigence d'une autre réforme, avec des choix de financement pérennes, effectivement juste et confortant la solidarité inter générationnelle.

Nous ne lâchons rien.

Le 7 et le 11 février on continue!